

AMNESTY INTERNATIONAL

SYNTHÈSE

AILRC-FR
2 août 2016

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES ET TÉMOIGNAGES

Dans le plus grand secret

L'opération extraterritoriale que mène le gouvernement australien à Nauru se déroule dans le plus grand secret, l'Australie et Nauru déployant d'importants efforts pour empêcher toute information de sortir de l'île. Les intervenants chargés de fournir des services et les personnes qui travaillent sur l'île encourent des [inculpations](#) et des sanctions pénales au titre du droit australien s'ils divulguent des informations sur les conditions de vie des demandeurs d'asile et des réfugiés détenus hors du territoire. Nauru a [interdit Facebook](#) sur l'île et promulgué des lois formulées en termes vagues contre les menaces à l'ordre public. Des experts juridiques craignent qu'elles ne soient utilisées pour [criminaliser les contestations](#) de réfugiés et de demandeurs d'asile.

Les journalistes en particulier sont en butte à de graves restrictions pour entrer sur le territoire : les frais non remboursables relatifs à une demande de visa s'élèvent à 8 000 dollars australiens (environ 5 400 euros) et la procédure est très longue. Depuis janvier 2014, [seuls deux](#) médias ont obtenu des visas pour se rendre à Nauru. D'autres demandes ont été [rejetées](#) ou sont restées sans réponse. De hauts représentants de l'ONU se sont vus refuser l'entrée sur le territoire ou ont parfois renoncé à se rendre sur place, en raison des fortes restrictions qui leur étaient imposées.

Agressions, violences sexuelles et impunité

Chaque réfugié et demandeur d'asile rencontré a signalé avoir subi ou connaître un membre de sa famille qui a subi des actes d'intimidation, de harcèlement ou des violences, infligés par des Nauruans agissant seuls ou en groupe. Ils ont déclaré que les agresseurs les ont insultés et leur ont craché dessus, leur ont lancé des bouteilles et des pierres, ont fait des embardées dans leur direction à bord de véhicules alors qu'ils marchaient ou circulaient à moto, ou ont cassé leurs fenêtres ou détruit d'autres biens.

Human Rights Watch et Amnesty International ont recensé des cas dans lesquels des Nauruans, seuls ou en groupe, ont agressé et dévalisé des réfugiés et des demandeurs d'asile, parfois sous la menace d'un couteau, en plein jour ou en soirée. Au total, plus de 20 personnes interrogées ont déclaré avoir subi de telles agressions.

Un réfugié originaire du Bangladesh a souffert d'un grave traumatisme crânien au mois de mai : un Nauruan lui a lancé une grosse pierre, l'a fait tomber de moto à coups de pied et l'a

frappé alors qu'il se trouvait à terre. Une Somalienne a signalé que plusieurs Nauruans ont attaqué son mari en mars, lui assénant des coups de machette sur la tête. La nuit suivante, un groupe de Nauruans a tenté de s'introduire dans le logement de la famille. Un Somalien a déclaré qu'un Nauruan l'a dévalisé alors qu'il faisait du stop pour se rendre jusqu'à une boutique.

Beaucoup d'autres ont raconté avoir été agressés par des Nauruans, qui leur ont volé argent, portables ou motos, alors qu'ils se rendaient au travail ou allaient acheter de la nourriture. Un employé chargé de fournir des services a confirmé que ce genre d'agressions se produisent « plusieurs fois par semaine, particulièrement au cours du week-end ».

Aussi les réfugiés et les demandeurs d'asile ont-ils peur de sortir de leur logement, surtout la nuit. Certaines femmes ont expliqué qu'elles ne sortent quasiment jamais des camps et ne le font qu'en groupe, ou accompagnées par des hommes.

Six femmes ont relaté des sévices sexuels ou des actes de harcèlement – pelotages, attouchements, menaces explicites, demandes de relations sexuelles et tentatives de viol notamment. Une femme a déclaré qu'à deux reprises des Nauruans ont tenté de l'emmener dans la jungle alors qu'ils l'avaient prise en stop, et qu'ils avaient clairement l'intention de la violer. Elle a ajouté qu'elle avait trouvé un emploi dans un magasin sur l'île, mais a dû le quitter dès le premier jour, parce que des employés la touchaient sans cesse.

Une jeune femme a raconté qu'elle s'est mariée pour être protégée après être partie vivre hors du camp :

« Lorsque j'ai quitté le camp, je me suis vraiment sentie en danger, je ne pouvais pas sortir. J'ai décidé de me marier avec un homme de 15 ans mon aîné, juste pour être protégée. Si vous êtes seule, la vie est une lutte permanente. Au moins il pouvait aller faire des courses ou m'accompagner. En ce moment, il est à l'hôpital et je dois m'en remettre à mon responsable si je dois sortir de la maison. »

Une autre femme a expliqué :

« Nous avons peur, tout le temps. Je vérifie sans cesse si la porte est bien fermée. Nous ne pouvons pas sortir seules. Bien souvent, des Nauruans se saoulent et viennent près de l'entrée, sur la route, et nous crient dessus. »

Selon certains réfugiés et demandeurs d'asile, les policiers nauruans ne tiennent pas compte de leurs plaintes et vont parfois jusqu'à les décourager de faire cette démarche. La police rejette certaines plaintes au motif que le seul objectif poursuivi est « d'attirer l'attention des médias », a révélé un reportage. Plusieurs réfugiés ont fourni à Human Rights Watch et Amnesty International des copies des plaintes qu'ils ont déposées auprès de la police locale après leur agression, affirmant que la police n'avait rien fait pour enquêter sur les agresseurs et les arrêter, même lorsque les victimes étaient en mesure de les identifier. Des intervenants chargés de fournir des services, qui ont fréquemment dû accompagner les réfugiés pour porter plainte, ont confirmé ces déclarations.

L'ancien président de la Cour suprême de Nauru, Geoffrey Ames, *Queen's Counsel* (avocat de haut rang), [a témoigné](#) devant un Comité restreint du Sénat australien en juillet 2015 : « De graves questions se posent quant à l'indépendance [de la police] et sa volonté d'enquêter sur des allégations visant des Nauruans accusés d'avoir agressé des non-Nauruans. » (Geoffrey

Ames, Australien, a été contraint de démissionner, les autorités [lui ayant retiré son visa](#) en janvier 2014.)

Soins médicaux

Le gouvernement australien sous-traite à l'[International Health and Medical Services](#) (IHMS) la gestion des services de santé destinés aux réfugiés et demandeurs d'asile. Certains membres du personnel ont condamné [publiquement](#) le traitement déplorable réservé aux réfugiés à Nauru, soulevant des doutes quant aux activités de l'entreprise sur l'île. Nauru ne dispose pas d'équipement ni de personnel spécialisés. Les Nauruans ayant besoin de soins spécialisés sont transférés en Australie ou à Fidji. D'après les réfugiés et demandeurs d'asile, l'hôpital manque de fournitures essentielles, telles que des pansements ou des gants stériles.

Selon leur témoignage, le personnel médical de l'IHMS et de l'hôpital de Nauru refuse fréquemment de prendre en compte leurs problèmes et, dans la plupart des cas signalés à Human Rights Watch et Amnesty International, se contente de prescrire des antalgiques. Certains ont déclaré avoir développé de graves problèmes de santé à Nauru et n'avoir reçu quasiment aucun soin spécialisé. Ils souffrent notamment de problèmes cardiaques et rénaux, de diabète accompagné d'une perte de poids et d'une détérioration rapide de la vision, et de problèmes de dos entraînant une perte de mobilité. Lorsque les deux organisations ont fait part de leurs préoccupations à des responsables de l'IHMS en Australie, ceux-ci ont « réfuté fermement » les accusations pointant du doigt la qualité médiocre des soins.

Des parents ont notamment critiqué les services proposés aux femmes durant la grossesse et l'accouchement, et indiqué que les nouveaux-nés souffrent d'infections prolongées et d'autres pathologies.

Un demandeur d'asile a raconté les conditions dans lesquelles a accouché sa femme :

« Mon épouse était allongée sous le lit. Le lit n'avait pas de matelas... J'ai vu l'infirmière, une Australienne, qui jouait sur sa tablette. Mon épouse pleurait. J'ai dit : " Je vous en prie, faites quelque chose pour ma femme. On se croirait en prison, pas en salle d'accouchement. " Il n'y avait ni rouleaux de papier ni savon pour les mains dans la salle de bains. Je suis sorti en acheter. »

Parce qu'ils ne peuvent pas quitter l'île sans autorisation, ils dépendent totalement des autorités australiennes et des entreprises de services pour organiser leur transfert dans des centres médicaux situés en dehors de Nauru. D'après les personnes interrogées, même en cas de pathologies graves, les délais sont très longs, sans aucune information, avant d'être transféré dans des hôpitaux en Papouasie-Nouvelle-Guinée ou en Australie pour passer des examens ou se faire opérer.

Un père a déclaré :

« Mon fils souffre de problèmes rénaux. Nous nous rendons à l'IHMS depuis deux ans maintenant, et ils continuent de promettre qu'il sera suivi par un médecin, mais nous attendons toujours. Ils font des tests, mais ne prescrivent aucun traitement. Ma fille a des problèmes de vue, elle ne voit même pas le tableau à l'école et doit demander à ses camarades de l'aider. Or, il est impossible de se procurer des lunettes, ou même de lui faire passer des examens complets ici. »

Un jeune homme atteint de diabète a déclaré qu'après avoir perdu 27 kilos, il est allé voir le responsable de l'IHMS. Celui-ci lui a répondu qu'une telle perte de poids était « normale » et qu'il ne serait que « modérément inquiet » si elle se prolongeait. La famille a enregistré la conversation sur un téléphone portable et en a remis une copie aux chercheurs.

Une jeune femme qui a subi une mutilation génitale dans son pays d'origine a déclaré qu'elle endurait de fortes douleurs et ne pouvait pas avoir de rapports sexuels. Elle ne reçoit aucun traitement pour ce problème depuis qu'elle se trouve à Nauru. Elle a déclaré :

« Pendant cinq mois, ils se sont contentés de me diriger vers un spécialiste de la santé mentale. Je n'avais aucune idée de ce qui clochait chez moi, et je continuais de me blâmer pour tout. J'ai pu consulter un gynécologue quelques fois depuis, mais ils ne peuvent rien faire pour moi ici. Depuis un an et demi, ils me disent que j'ai besoin d'être transférée pour être soignée. J'attends toujours. »

Des réfugiés et des demandeurs d'asile ont raconté qu'à de multiples reprises, ils ont appelé une ambulance lorsque leurs amis ou leurs proches avaient besoin d'aide de toute urgence. L'hôpital a refusé d'en envoyer une. Une personne qui travaille avec les réfugiés a confirmé ces récits :

« Lorsqu'ils appellent [une] ambulance, ou même lorsque nous appelons, on ne sait jamais s'ils vont venir. Parfois ils sont là en 20 minutes, parfois au bout de 3 heures. Cependant, nous ne sommes pas autorisés à appeler une ambulance pour les personnes que nous suivons, ni à les emmener à l'hôpital dans nos véhicules, car c'est considéré comme du " soutien " et nous sommes censés les aider à devenir " indépendants ". Bien souvent, des personnes sont renvoyées alors qu'elles sont encore malades, parfois à demi-conscientes. Une fois, un patient avait encore des aiguilles dans les mains. Nous n'avons pas le droit de demander à l'hôpital pourquoi elles sont renvoyées, ni quels médicaments leur ont été prescrits, ni leurs dossiers médicaux. »

Se procurer une simple paire de lunettes peut devenir une véritable épreuve. Une femme a dû attendre neuf mois pour que son ordonnance soit remplie en Australie.

Accès refusé aux dossiers médicaux

Au moins cinq réfugiés et demandeurs d'asile ont signalé que leurs requêtes pour obtenir leur dossier médical ont été rejetées ou n'ont que partiellement abouti – il manquait par exemple dans le dossier des informations sur les interventions chirurgicales les concernant. Certains ont reçu des pages blanches, ne comportant que leur nom, leur âge et les initiales du médecin.

Dans plusieurs cas examinés par Human Rights Watch et Amnesty International, les médecins ont rédigé dans le dossier médical une requête demandant que leur patient bénéficie de soins à l'étranger, l'hôpital ne disposant pas des compétences ni des équipements requis. L'attente pour le transfert peut durer des mois.

Transferts médicaux vers l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Bien souvent, les personnes transférées pour des raisons médicales sont averties tardivement et les familles sont séparées. Un homme a raconté que son épouse avait besoin de soins

spécialisés de longue durée pour ses problèmes de santé mentale. Il a dû donner son autorisation sans avoir aucune information sur la date de son transfert :

« Ensuite, ils m'ont simplement dit : " Oh, nous avons envoyé votre femme en Australie sur un vol d'urgence. " C'était le lendemain. Mon fils l'a très mal pris, il était sous le choc. Il n'a pas pu dire au revoir à sa mère. [À son arrivée en Australie] ma femme s'est réveillée, et elle n'avait aucune information ; elle ne savait même pas qu'elle se trouvait en Australie...

« Je suis très inquiet pour mon fils. Depuis 40 jours, il n'a pas quitté sa chambre. Il avait une relation spéciale avec sa mère. Depuis, il ne parle pas, il est très en colère et reste muet. Je n'arrive pas à contrôler son comportement. Il a complètement changé. »

Son fils de 13 ans s'est mis à faire des cauchemars et à mouiller son lit, se montre hostile et refuse de communiquer avec toute autre personne que son père.

Les retours à Nauru après avoir reçu des soins médicaux en Australie sont très brusques également, et se déroulent parfois dans des conditions humiliantes et traumatisantes. Un homme qui s'était rendu à Brisbane avec son épouse pour qu'elle accouche a déclaré :

« Ils nous ont menottés et ont annoncé que nous devons rentrer à Nauru. Ma femme n'était pas prête. Elle n'était pas habillée, elle dormait. C'était terrible. Pourquoi ont-ils agi de la sorte ? Si nous devons rentrer à Nauru, ce n'est pas un problème. Pourquoi si tôt le matin, pourquoi avec des menottes ? Ils nous ont fait sortir de la chambre à 7 heures du matin et ont emmené notre bébé. Nous ne l'avons pas revu avant 19 heures. »

Dans un autre cas, une femme a déclaré :

« Je dormais, et la porte était verrouillée. Soudain, un agent se trouvait devant mon visage, avec un appareil photo. Il m'a dit : " Réveille-toi ! " J'étais pétrifiée, je ne savais pas où j'étais. De chaque côté, un agent me tenait par le bras et d'autres se trouvaient derrière moi. Mes jambes tremblaient, mon cœur tambourinait. J'étais incapable de marcher, alors ils m'ont traînée hors de la chambre, sans me laisser mettre mes lunettes. Ils se fichaient de l'avis du médecin. Ils m'ont mise dans l'avion. J'ai toujours peur. Lorsque j'essaie de m'endormir, tout me revient en mémoire. »

Certains ont déclaré avoir été ramenés à Nauru alors que les médecins avaient déconseillé aux services de l'immigration de les faire voyager dans leur état.

D'autres personnes souffrant de maladies chroniques graves ont bénéficié d'un transfert pour recevoir un traitement, parfois écourté par leur retour forcé à Nauru. C'est le cas d'une jeune femme qui a développé des tumeurs à la poitrine, à la gorge et à l'utérus, ainsi que des ulcères, et a été transférée pour des soins vers l'Australie, puis la Papouasie-Nouvelle-Guinée :

« Lorsque j'étais en Australie, mon médecin a informé les services de l'immigration que j'avais besoin d'une intervention pour mes tumeurs à la poitrine ; ils m'ont quand même renvoyée. Mon état s'est dégradé et un an plus tard ils m'ont transférée en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour une endoscopie et une coloscopie ; ils m'ont une nouvelle fois renvoyée. Ils m'ont donné des comprimés, mais ils n'ont pas d'effet et je souffre en permanence, je ne peux rien avaler. »

Autre cas, un homme qui a eu une crise cardiaque après une année passée sur l'île. Il a finalement été envoyé en Australie, où il a séjourné pendant quatre mois :

« Lorsqu'ils sont venus pour me ramener à Nauru, des employés de l'IHMS étaient présents, et je les ai suppliés, ainsi que les agents de sécurité, mais ils m'ont emmené avec ma famille. J'étais effrayé : les médecins ont découvert que j'ai un caillot de sang dans le cœur et des artères bouchées, et m'ont averti du danger. À mon arrivée, un médecin de l'IHMS a lu mon dossier et a déclaré : " Je ne peux pas vous prendre en charge, ils n'auraient pas dû vous renvoyer." J'ai eu une autre crise cardiaque depuis, et les médecins m'ont dit qu'ils ne peuvent rien faire ici, que j'ai besoin de soins spécialisés dans un véritable hôpital. »

Lorsqu'Amnesty International et Human Rights Watch ont demandé à l'IHMS si, d'un point de vue médical, le déroulement et le moment choisi pour les transferts posaient problème, les responsables médicaux ont répondu qu'il fallait s'adresser aux services de l'immigration australiens.

Depuis février 2016, les services australiens de l'immigration insistent pour que les patients soient transférés vers la Papouasie-Nouvelle-Guinée plutôt que l'Australie, ont déclaré des prestataires de services de santé. Si le transfert vers l'Australie est jugé nécessaire, l'autorisation est généralement accordée pour le patient seul. Selon eux, cette nouvelle pratique a été adoptée depuis que des avocats en Australie ont réussi à empêcher le retour à Nauru de certains réfugiés ayant bénéficié de soins. « Puisque leur famille reste sur l'île, ils n'ont pas d'autre choix que de rentrer », a résumé l'un d'entre eux.

Santé mentale

Les réfugiés et les demandeurs d'asile qui souffrent d'un traumatisme psychologique et de graves troubles de santé mentale ne reçoivent pas le soutien ni les traitements adéquats. Seuls deux types de services de santé mentale sont disponibles. L'International Health and Medical Services (IHMS), entreprise privée chargée par le gouvernement australien de gérer les services de santé pour les réfugiés et les demandeurs d'asile, semble faire bon usage de traitements forts à base de sédatifs et d'antipsychotiques – pour les enfants comme pour les adultes – afin de répondre aux problèmes de santé mentale. Selon les patients, ces médicaments ont de graves effets secondaires et n'apportent guère de soulagement. La direction de l'IHMS en Australie a « réfuté fermement » les accusations pointant du doigt la qualité médiocre des soins, notamment les prescriptions inappropriées, lors d'un entretien avec Amnesty International et Human Rights Watch avant la publication du rapport.

Un autre organisme, l'Offshore Service for Survivors of Torture and Trauma (OSSTT), ne s'occupe officiellement que des traumatismes subis auparavant.

Les familles attendent parfois des mois pour que les enfants puissent consulter un spécialiste venu sur l'île.

Quasiment toutes les personnes rencontrées ont signalé divers problèmes de santé mentale – forte anxiété, troubles du sommeil, sautes d'humeur et sentiments de lassitude et de découragement sont les plus couramment mentionnés – apparus lorsqu'ils ont été transférés à Nauru. Dans de nombreux cas, les conséquences sont graves : ils s'automutilent fréquemment, se coupant les mains ou se frappant la tête contre les murs, ne parlent à personne pendant des mois, ne reconnaissent pas leurs proches et restent au lit pendant des semaines, refusant de sortir ou de prendre une douche. Une femme a déclaré aux chercheurs que depuis qu'elle se trouve à Nauru, elle a commencé à se laver les mains de manière compulsive, des centaines de fois par jour.

Selon des proches, les enfants se mettent à mouiller leur lit, à faire des cauchemars, à changer de comportement et cessent parfois d'interagir ou de communiquer avec toute personne extérieure au cercle familial.

Toutefois, des diagnostics sont parfois établis sans se fonder sur des examens psychiatriques complets ni prendre en compte les expériences traumatiques vécues dans leur pays, la détention prolongée à Nauru ni l'incertitude quant à l'avenir.

Nombre des personnes interrogées ont déclaré que lorsqu'elles signalent leurs problèmes de santé mentale ou ceux de leurs proches à l'IHMS, elles ne sont pas prises au sérieux et sont parfois accusées de simuler et d'« imiter » les comportements qu'elles ont vus chez d'autres réfugiés et demandeurs d'asile transférés en Australie pour y recevoir des soins de santé mentale.

En outre, des patients présentant des troubles assez graves pour justifier leur transfert en Australie sont revenus quelques mois plus tard pour retrouver les conditions qui, selon les médecins, contribuaient à leur traumatisme.

Un intervenant a signalé avoir connaissance de plus de 20 cas, dont certains ont eu des conséquences dramatiques. Hodan Yasin, Somalienne considérée comme suicidaire, a été admise à l'hôpital en Australie pour plusieurs mois, avant d'être renvoyée de force à Nauru. Ayant toujours de fortes tendances suicidaires, elle a été placée dans un service spécial dans l'un des camps, service censé assurer une surveillance 24 heures sur 24. Or, elle a réussi à s'échapper, à acheter de l'essence et s'est immolée par le feu. Elle a été brûlée à 86 %.

Plus d'une dizaine d'adultes interrogés ont déclaré avoir tenté de mettre fin à leurs jours en prenant une overdose de médicaments, en avalant de l'eau de Javel ou des produits de nettoyage, ou des rasoirs, en se pendant, en s'étranglant ou en s'immolant par le feu, tandis que beaucoup d'autres ont déclaré avoir sérieusement envisagé d'en finir. Certains enfants se sont blessés avec des briquets et des lames de rasoir notamment.

Tous ont été marqués par le décès d'Omid Masoulmali, Iranien de 23 ans qui s'est immolé par le feu au mois de mai, et par l'histoire de Yasin, qui s'est elle aussi immolée par le feu la semaine suivante. « L'essence est prête », a déclaré un homme d'un ton neutre. « Je suis fatiguée de ma vie », a confié une adolescente de 15 ans, qui a commis deux tentatives de suicide.

Une femme dont le mari a été transféré en Australie pour des soins d'urgence a déclaré que leur fils de neuf ans évoque régulièrement le suicide depuis que la famille est séparée : « Il y a deux semaines, mon fils a pris un briquet. Il a dit : " Je veux me brûler. Pourquoi vivre ? Je veux mon papa, il me manque. " J'ai regardé dans ses yeux, et j'y ai vu de la tristesse. »

Conditions de vie au centre de traitement

Pendant des mois et parfois des années après leur arrivée à Nauru, les demandeurs d'asile sont détenus dans des camps quasi-carcéraux au Centre régional de traitement de Nauru, entourés de clôtures et gardés par des services de sécurité. Ils s'entassent sous des tentes où la chaleur est insupportable, même après l'installation de ventilateurs basiques. Le taux d'humidité atteignant entre 75 et 90 %, la moisissure se développe rapidement sur les parois des tentes et favorise les irritations cutanées et autres infections. Des pluies torrentielles inondent les allées et font des flaques sur le sol des tentes. À plusieurs reprises, les pluies

ont mis au jour [des munitions non explosées de la Seconde Guerre mondiale](#) dans l'enceinte du centre de détention.

La nourriture est distribuée à heure fixe et il est interdit d'en amener sous les tentes, même pour les jeunes enfants. Les conditions de vie dans le centre se sont améliorées après octobre 2015, lorsque Nauru a autorisé la plupart des personnes qui y séjournent à circuler plus librement.

Jusque début 2015, les demandeurs d'asile pouvaient prendre une douche de deux minutes par jour. Plusieurs femmes interrogées ont pleuré en se remémorant comment les gardiens les sortaient de force de la douche au bout de deux minutes, avec du shampoing sur la tête. La queue était longue pour les toilettes, rapidement devenus si sales que les agents d'entretien refusaient de les nettoyer. Les habitants pouvaient se connecter à Internet au mieux une fois par semaine et ne pouvaient pas sortir du camp.

Désormais, la majorité des 400 réfugiés et demandeurs d'asile qui se trouvent au centre peuvent sortir durant la journée, mais doivent respecter le couvre-feu, sont surveillés par des gardiens et font l'objet d'autres restrictions au niveau de leur liberté. Les téléphones portables sont interdits à l'intérieur du camp.

Un demandeur d'asile a déclaré :

« Lorsque nous sommes arrivés ici, il y avait des tentes dans la jungle. Ils ont mis huit familles ensemble, avec six enfants, de jeunes enfants, dans une seule tente. Le jour comme la nuit, nous ne pouvions pas nous reposer. Impossible de dormir. Chaque jour, les enfants se battaient parce qu'ils manquaient de place. Pendant la majeure partie de la journée, ils gardaient l'eau sous clé et ne nous en donnaient qu'une petite quantité. Ce n'était pas suffisant, avec le soleil qui tapait. Parfois, on ne pouvait pas se doucher pendant deux ou trois jours. Les enfants commençaient à avoir des problèmes de peau. Nous avons enduré cette situation pendant deux ans. »

Une femme a raconté :

« Les tentes étaient terribles. Il faisait trop chaud, si chaud qu'on avait l'impression de ne plus pouvoir respirer. Les enfants ne se sentaient pas bien, à cause de la forte chaleur. L'eau pour boire manquait. Pour se doucher, on avait un horaire précis. Si les enfants avaient besoin de se doucher à un autre moment, cela n'était pas possible. Les agents de sécurité s'en tenaient à l'horaire prévu. Au bout de trois ans, les enfants dans une telle situation souffrent de troubles mentaux : pipi au lit, cauchemars. »

Fin mai, selon le [ministère australien de l'Immigration et de la Protection des frontières](#), 466 personnes, dont 50 enfants, se trouvaient au centre de traitement régional. La plupart, sinon tous, vivent encore sous des tentes, selon des demandeurs d'asile.

D'après les dossiers du ministère de l'Immigration, l'agence a procédé à la détermination du statut de réfugié de 1 194 personnes détenues sur l'île, dont 915 ont été reconnues en tant que réfugiés. Les 279 autres ont reçu des réponses négatives. La plupart des réfugiés reconnus sont désormais logés dans d'autres camps ou dans des logements répartis sur l'île, ont déclaré des réfugiés et demandeurs d'asile à Human Rights Watch. Toutefois, certains attendent encore dans le camp de se voir attribuer un logement. Ceux dont la demande a été rejetée sont toujours sur l'île, sous des tentes, à l'exception de ceux, peu nombreux, qui ont accepté de rentrer dans leur pays d'origine.

Brutalités et harcèlement à l'école

Des parents et des enfants ont signalé que les enfants des familles de réfugiés et de demandeurs d'asile qui sont scolarisés sont fréquemment la cible de harcèlements de la part de leurs camarades nauruans. Une adolescente de 15 ans a raconté qu'elle a cessé d'aller en classe, parce que les Nauruans essayaient toujours de lui retirer son foulard et se moquaient d'elle.

Une mère a déclaré :

« À l'école, les enfants nauruans ne s'adressent pas à nos enfants par leur nom, mais les appellent " réfugié ". Les gens ont un nom. Ils leur disent : " Qu'est-ce que vous faites ici ? C'est notre pays. Vous devez partir. Nous ne voulons pas de vous ici. »

Une fillette de 10 ans a livré un témoignage similaire :

« À l'école, tous les enfants disent " Réfugiée, réfugiée, réfugiée." Ils ne disent pas nos noms, ils nous tapent. Et lorsque nous en parlons aux professeurs, ils ne disent pas aux enfants nauruans : " Pourquoi frappez-vous les autres enfants ? " Ils nous disent à nous : " Pourquoi vous battez-vous avec les enfants nauruans ? " On tente de leur expliquer, mais ils n'écoutent pas. »

Deux frères, de 13 et 14 ans, sont allés à l'école pendant un mois au début. Ils ont cessé de s'y rendre et n'y sont pas retournés depuis presque trois ans. L'aîné a déclaré :

« Les enfants de l'île nous agressaient, nous jetaient des pierres. Lorsque nous en avons parlé au directeur, il leur a dit de nous demander " pardon ". Lorsque nous sommes sortis de son bureau, ils nous en voulaient encore plus. »

D'après les estimations de Save the Children Australia, [85 %](#) des enfants demandeurs d'asile et réfugiés à Nauru ne sont pas scolarisés, notamment en raison des brutalités et du harcèlement.

Responsabilité des entreprises en matière de violations des droits humains

Les opérations que mène l'Australie à Nauru dépendent d'entreprises privées et de prestataires de services. Leurs employés encourent des sanctions pénales s'ils parlent, et certains ont pris de gros risques en révélant les conditions de vie sur l'île. Les entreprises qui fournissent des services à Nauru n'ignorent rien de la situation, ni des conséquences pour les réfugiés et demandeurs d'asile. Leur implication favorise le maintien de cette situation. Sans leurs services, les gouvernements australien et nauruan auraient bien du mal à mettre en œuvre leurs protocoles d'accord et à faire fonctionner le centre de traitement extraterritorial. La plupart travaillent directement pour le ministère australien de l'Immigration et de la Protection des frontières.

Amnesty International et Human Rights Watch ont sollicité les deux principales entreprises chargées par le gouvernement australien de fournir des services à Nauru, à savoir Broadspectrum, qui gère le centre de traitement régional, et l'IHMS, qui gère les services de santé. Broadspectrum a répondu aux conclusions des deux organisations en rejetant « fermement » toute allégation de non-respect des droits humains par l'entreprise. L'IHMS a affirmé que son rôle consistait à fournir des services, et non à s'impliquer dans la politique du gouvernement australien, et a « réfuté fermement » les allégations soumises par les deux organisations.

Peter Young, psychiatre qui dirigeait le service de santé mentale à l'IHMS jusqu'en juillet 2014, a déclaré :

« L'éthique des médecins et des professionnels de santé exige de protéger les meilleurs intérêts des patients et de dénoncer les politiques et pratiques qui portent atteinte à la santé. Le gouvernement australien a adopté une politique délibérée consistant à infliger des souffrances aux demandeurs d'asile qui arrivent en Australie par bateau. Les atteintes aux droits humains, les lacunes des services de santé, les retards dans les soins et les procédures inhumaines sont des éléments nécessaires pour pousser au retour et dissuader les suivants.

« Les prestataires de services de santé qui l'acceptent et se taisent se rendent complices du secret et des pratiques néfastes à la santé. Ils sont pris au piège d'un conflit d'intérêt insoluble, violent leurs obligations éthiques et ne dispensent pas un niveau de soins satisfaisant. L'indépendance clinique totale, la publication des données sanitaires et la surveillance indépendante sont des normes minimales pour garantir des services sûrs et éthiques. »

Selon Amnesty International et Human Rights Watch, en participant à la gestion du centre de Nauru, ces entreprises se rendent complices des violations des droits des réfugiés et des demandeurs d'asile. Elles profitent d'une situation abusive et, d'après les recherches menées sur l'île, certaines sont directement responsables de graves violations et de l'incapacité à fournir les soins médicaux adéquats.

Un avenir incertain

Selon tous les réfugiés et demandeurs d'asile rencontrés, les services australiens de l'immigration leur ont expliqué au moment de leur transfert à Nauru qu'il s'agissait de « traiter » leur dossier avant de les réinstaller dans un pays tiers. La durée annoncée depuis août 2013 pour leur détention à Nauru a souvent varié ; à chaque fois, les agents australiens refusent de reconnaître qu'ils avaient annoncé une version différente.

Actuellement, même ceux qui bénéficient du statut de réfugié ignorent totalement ce qui les attend et n'arrivent pas à obtenir de réponses claires de la part des autorités australiennes et nauruanes. Ils n'ont aucun moyen de quitter l'île, même s'ils en ont les moyens financiers et sont en possession de « documents de voyage ». Les chercheurs ont pu voir des documents de voyage remis par le gouvernement de Nauru à certains réfugiés. À la mention de la nationalité est inscrit « Réfugié-e ». Or, les demandes de visas pour se rendre à l'étranger sont refusées aux réfugiés.

Un homme a déclaré :

« Nous ignorons pour combien de temps nous avons le statut de réfugié. Lorsque je suis arrivé à Nauru, ils ont dit que ce serait pour cinq ans maximum et que dans l'intervalle nous irions dans un autre pays. Mais pas l'Australie. Au bout de deux ans, ils ont dit : " Vous resterez à Nauru pendant 10 ans ou vous irez au [Cambodge](#) ". »

Un autre homme a expliqué :

« S'ils m'avaient informé à mon arrivée à Nauru que cela durerait 10 ans, ce n'était pas un problème. Pourtant, ils avaient annoncé cinq ans maximum avant de nous envoyer dans un autre pays. Quel pays, je l'ignore. Après deux années passées à Nauru, le gouvernement nous a dit : " 10 ans ici, ou le Cambodge, ou le retour au pays ". »

Un autre homme a expliqué :

« Le statut de réfugié à Nauru n'est pas permanent. Le gouvernement ne nous a proposé qu'une réinstallation provisoire. Il nous délivre un document de voyage totalement inutile, puisque nous ne pouvons pas partir d'ici. Nous sommes toujours en prison. Impossible de quitter cette île. »

Une femme a déclaré :

« Nous n'avons pas de vraie vie ici, nous survivons. Nous sommes des âmes mortes dans des corps vivants. Des coquilles vides. Nous avons perdu tout espoir, toute motivation. »

FIN